

Régime de Vichy, Collaboration et Résistance en France 1940-1944

CONNAISSANCES

La défaite de 1940 entraîne le renversement de la III^e République. Le régime de Vichy, autoritaire et antisémite s'engage dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne nazie. En liaison avec la France libre, la Résistance intérieure lutte contre l'occupant et porte les valeurs de la République. La Libération marque le retour à la République.

CAPACITÉS

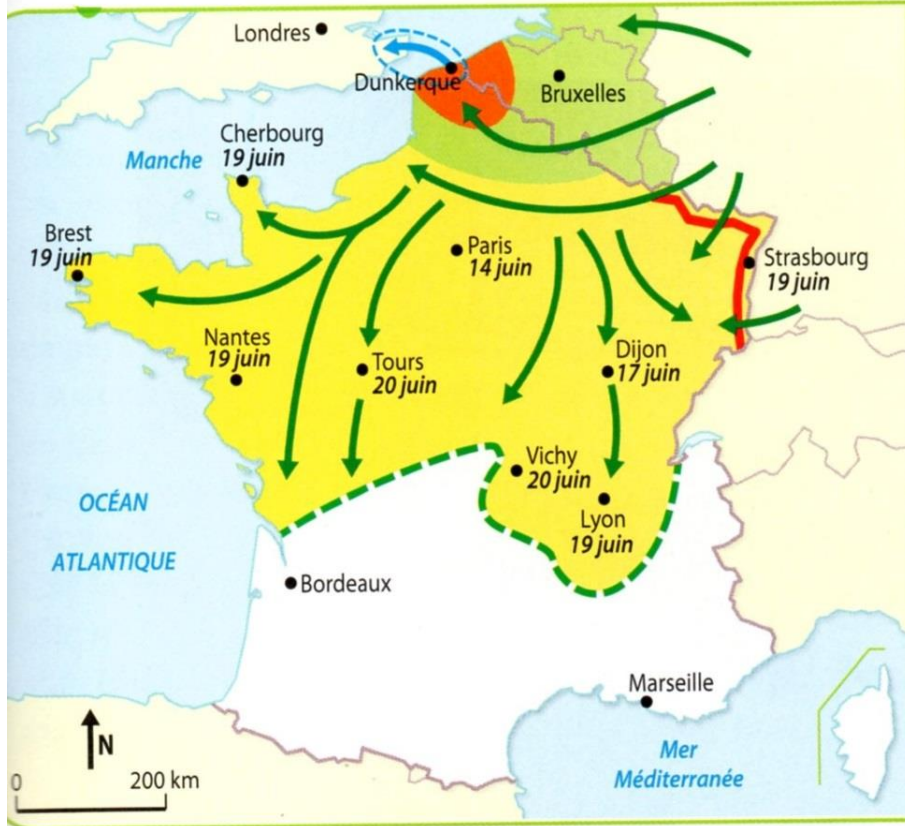
Connaître et utiliser le repère suivant :

- Appel du général de Gaulle : 18 juin 1940
- Régime de Vichy 1940-1944
- Fondation du Conseil National de la Résistance par J. Moulin : 1943
- Libération de la France, rétablissement de la République (la IV^e), droit de vote des femmes, Sécurité sociale : 1944-1945

Raconter la défaite et expliquer ses conséquences, l'armistice et la fin de la III^e République

Décrire : - Quelques aspects de la politique du régime de Vichy révélateurs de son idéologie - La vie d'un réseau, d'un mouvement ou d'un maquis en montrant les valeurs dont se réclament les hommes et les femmes de la Résistance - Les principales mesures prises à la Libération (dont le droit de vote des femmes)

La campagne de France (1940)



1. Offensive allemande

— Ligne Maginot

→ Avancée de l'armée allemande

⊕ Opération Dynamo Ou bataille de Dunkerque

- - - Limite de l'avancée allemande le 22 juin 1940

2. Territoires conquis

■ Du 10 mai au 24 mai

■ Du 25 mai au 4 juin

■ Du 5 juin au 22 juin

Après la « Drôle de guerre » de septembre 1939 à avril 1940, où les français et les anglais attendent protégés par la ligne Maginot, une attaque allemande. Ces derniers en mai-juin contournent la fortification, à l'aide de la guerre éclair, et passent par les Ardennes et la Belgique. Ils prennent à revers les alliés. La population du Nord fuit les bombardement et l'avancée des nazis. C'est l'exode.

Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain demande l'armistice. IL est signé le 22 juin 1940.

La défaite en juin 1940 et ses conséquences

La défaite de 1940 entraîne le renversement de la III^e République.

Le 1^{er} septembre 1939, le III^{ème} Reich attaque la Pologne, par le jeu des alliances la France entre en guerre contre l'Allemagne nazie. Français et anglais s'enferment dans et derrière la ligne Maginot et les allemands semblent faire de même derrière la ligne Siegfried. C'est la Drôle de guerre. L'offensive allemande, déclenchée le 10 mai 1940, entraîne la débâcle des troupes françaises et l'exode de 8 millions de civils. Le gouvernement français quitte Paris et le maréchal Pétain, héros de Verdun, devient président du Conseil le 16 juin et demande l'armistice le lendemain (voir discours ci-dessous)

Même si certains refusent la défaite (appel du général de Gaulle le 18 juin 1940), Pétain accepte l'armistice qui coupe la France en deux : zone occupée au Nord et zone dite »libre « au Sud. Le 10 juillet, installé à Vichy, Pétain reçoit les pleins pouvoirs : c'est la fin de la III^{ème} République.

Ce met en place un **le régime de Vichy, autoritaire et antisémite** QUI s'engage dans la voie de la **collaboration** avec l'Allemagne nazie.

« J'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. [...] Sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement¹ extrême, sillonnent nos routes. [...] C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.[...] Depuis la victoire de 1918, on a revendiqué² plus que l'on a servi. On a voulu épargner l'effort³ : on rencontre aujourd'hui le malheur ».

D'après le *Discours* du maréchal Pétain, radiodiffusé le 17 juin 1940. de *Philippe Pétain*.

1. Les familles qui fuient l'armée allemande manquent de nourriture et de logement.

2. Une allusion aux revendications des grèves de 1936.







3. Une allusion aux réformes sociales du Front populaire, en particulier les congés payés.

La France occupée (1940-1944)

1



1. Un pays occupé

-  Zone occupée en 1940, dite zone nord après novembre 1942
-  Zone libre en 1940, puis zone sud (occupée) après novembre 1942
-  Territoires annexés par le Reich
-  Zones d'occupation italienne en 1940
-  Zones d'occupation italienne après novembre 1942, allemande après septembre 1943
-  Administration militaire de la Belgique et du Nord

2. Un pays divisé

-  État français du maréchal Pétain
-  France libre du général de Gaulle

La mort de la IIIème république

Loi constitutionnelle du 10 juillet 1940

ARTICLE UNIQUE.

« L'Assemblée nationale donne tout pouvoir au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal PÉTAIN, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'État français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie.

Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées. »

Extraits des Actes constitutionnels n° 2 et 3 du 11 juillet 1940, fixant les pouvoirs du chef de l'État français

Nous, maréchal de France, chef de l'État français; Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940,

Décrétons:

Article premier.

§ premier. Le chef de l'État français a la plénitude du pouvoir gouvernemental, il nomme et révoque les ministres et secrétaires d'État, qui ne sont responsables que devant lui. **POUVOIR EXECUTIF**

§ 2. Il exerce le **pouvoir législatif**, en conseil des ministres : Jusqu'à la formation de nouvelles Assemblées ;

§ 3. Il promulgue les lois et assure leur exécution. **POUVOIR EXECUTIF**

§ 5. **Il dispose de la force armée.**

Décrétons:

Article 2. Le Sénat et la Chambre des députés sont ajournés jusqu'à nouvel ordre. Ils ne pourront désormais se réunir que sur convocation du chef de l'État

Source : <http://mjp.univ-perp.fr/france/co1940.htm#1>

Le maréchal Pétain centralise les 3 pouvoirs entre ses mains : Législatif, exécutif et judiciaire, c'est la fin de la démocratie et la naissance d'un régime autoritaire, antirépublicain et antisémite. La défaite est due aux erreurs de la république, aux juifs, aux communistes et aux étrangers, ennemis de la patrie.

Naissance REVOLUTION NATIONALE avec nouvelles valeurs (catholicisme, retour à la terre et à l'artisanat, familles nombreuses donc interdiction divorce et le travail des femmes est très mal vu, glorification de l'armée...) et une nouvelle devise
« travail, famille, patrie ».

Interdiction des partis politiques et des syndicats

Presse et radio censurées donc plus de liberté d'expression

Pétain concentre tous les pouvoirs, la France n'est plus une démocratie mais un régime totalitaire.

http://www.dailymotion.com/video/xpt2m5_montage-vichy_news#.UYgihG8tyz4



Les 21 Points du SOL (Service d'Ordre Légionnaire)

Contre **la lèpre juive**, pour la pureté française»
 Contre l'égoïsme bourgeois, Pour la solidarité française,
 Contre le scepticisme. Pour la foi,
 Contre l'apathie. Pour l'enthousiasme,
 Contre la routine. Pour l'esprit d'initiative,
 Contre l'influence. Pour le mérite,
 Contre **l'individualisme**, Pour la société,
 Contre l'ancienneté. Pour la valeur,
 Contre **l'anarchie**. Pour la discipline,
 Contre **l'égalitarisme**. Pour la hiérarchie,
 Contre **la vaine liberté**. Pour les vraies libertés,
 Contre la démagogie. Pour la vérité,
 Contre **la démocratie**. Pour l'autorité,
 Contre **le trust**. Pour le métier,
 Contre **le capitalisme international**, Pour le corporatisme français,
 Contre **la tutelle de l'argent**, Pour la primauté du travail,
 Contre **la condition prolétarienne**, Pour la justice sociale,
 Contre la dissidence gaulliste, Pour l'unité française,
 Contre **le bolchevisme**. Pour le nationalisme,
 Contre la franc-maçonnerie païenne, Pour la civilisation chrétienne,
 Contre **l'oubli des crimes**, Pour le châtement des coupables.

Régime de Vichy est **antirépublicain**, **antisémite**,
autoritaire et violent, **rejet du capitalisme et du communisme**

Le SOL fondé par Jacques Darnand, ancien combattant et proche du maréchal. C'est une organisation choc, rassemblant les adeptes les plus déterminés de la Révolution Nationale. Le SOL prônait le culte du chef, le rejet de la démocratie, le racisme, mais aussi la collaboration avec l'occupant bien illustrés par le serment officiel : « [...] je jure de lutter contre la démocratie, la lèpre juive et la dissidence gaulliste ». C'est un groupe violent, sans scrupule, obéissant aux ordres de Vichy. Ils vont pourchasser les juifs, les résistants vrais ou supposés poussant à la délation.

Pétain met en place un régime autoritaire (totalitaire) et prend une série de mesures appelées "REVOLUTION NATIONALE "

LA REVOLUTION NATIONALE : politique du régime de Vichy fondée sur la remise en cause de la démocratie (suppression des partis politiques, des syndicats), des libertés individuelles, sur l'exclusion des juifs et le retour des valeurs traditionnelles. Pétain dit que « C'est à un redressement intellectuel et moral »

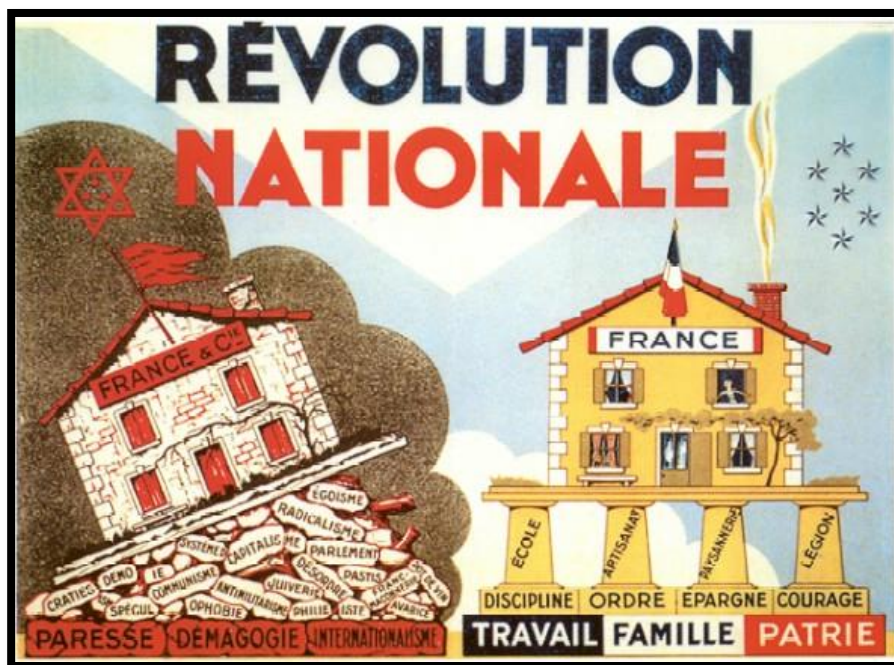


Image de propagande vichyste

Après la défaite de juin 1940, sur quelles bases la France est-elle gouvernée ?

Affiche de propagande qui présente deux maisons.

Maison de gauche

Délabrée.

Surmontée d'un drapeau rouge symbolisant le communisme, une étoile le judaïsme... Elle s'est écroulée sur un tas de pierres portant des inscriptions désordonnées mais reconnaissables (démocratie, avarice, égoïsme).

3 gros blocs de pierre fendillés, qui servent de fondations, portent les mots " paresse, démagogie, internationalisme ".

La maison a les volets fermés et l'arbre en façade est mort.

la maison s'inscrit dans un nuage rouge, associé à l'étoile de David portant en son milieu 3 points (Francs maçons)

La France républicaine (démocratie, parlement et celle du Front Populaire (radicalisme, communisme).

L'égoïsme, la paresse, le désordre, la pratique des pots de vin, de la démagogie lui est entre autres reprochée.

Les groupes particulièrement visés sont les radicaux, les communistes, les juifs et les francs-maçons.

Tous sont rendus responsables de la dégénérescence et de la défaite de la France

Maison de droite

Solidité.

La vie avec les volets ouverts, la fumée qui s'échappe de la cheminée et une présence humaine à la fenêtre.

La maison tient bien debout, soutenue par des colonnes massives « Ecole, artisanat, paysannerie, légion » et des fondations solides " discipline, ordre, épargne, courage"

La maison est surmontée d'un drapeau tricolore.

Elle s'inscrit dans un ciel bleu où scintillent 7 étoiles (symbolisant le Maréchal Pétain).

La France régénérée par la "Révolution nationale " voulue par Pétain.

La devise "Travail, famille, patrie " remplace la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité »

Une autre réaction après la défaite

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement [...] s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. [...] L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! [...] Car la France n'est pas seule ! [...] Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. [...] Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver [...] à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres ».

Extraits de l'appel de Charles de Gaulle à la B.B.C., le 18 juin 1940.



Le grl de Gaulle : 1940-1944

Au moment où l'Allemagne nazie envahit la France, Charles de Gaulle s'illustre à plusieurs reprises à la tête de ses chars, arrêtant notamment les Allemands à Abbeville (27-30 mai 1940) aujourd'hui dans les Hauts de France.

Nommé général le 1er juin 1940, de Gaulle devient quelques jours plus tard sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et à la Guerre, dans le gouvernement de Paul Reynaud. Mais le 16 juin, il apprend la démission du président du Conseil, son remplacement par le maréchal Pétain et la demande d'armistice.

L'Appel...

Le 17 juin de Gaulle part aussitôt pour Londres afin de poursuivre la guerre. Avec l'accord de Churchill et après l'annonce de l'armistice faite par le maréchal Pétain, il lance un appel à la résistance sur les ondes de la BBC, le 18 juin. Général rebelle, il est condamné à mort par contumace en août.

Naissance de la France libre et la France combattante...

Reconnu par Churchill « chef des Français libres », de Gaulle organise des forces armées qui deviendront les Forces françaises libres ou FFL. Par ailleurs, le général de Gaulle dote la France libre d'une sorte de gouvernement en exil qui deviendra en 1944 le gouvernement provisoire de la République française (GPRF) dont le grl est le président.

A partir de 1942, les relations sont plus étroites entre la France libre et la résistance intérieure. De Gaulle charge Jean Moulin d'organiser en France le Comité national de la Résistance (CNR) dans lequel toutes les tendances des partis politiques, des syndicats et des mouvements de résistance doivent être représentées, afin de coordonner la lutte contre l'occupant, contre Vichy et pour la libération du territoire national.

JE RETIENS

La défaite de 1940 et le renversement de la troisième République.

La France est vaincue et envahie par l'Allemagne en 1940. Mal préparée à une guerre moderne et mal commandée, l'armée française est détruite en mai et juin 1940. Nommé chef du gouvernement en juin 1940, le maréchal Pétain accepte la défaite, un armistice est signé avec l'Allemagne, le 22 juin 1940. La France est alors divisée en deux parties : dans le Nord et l'Ouest du pays, la zone occupée par l'armée allemande est séparée par une ligne de démarcation de la zone dite libre située dans le Sud de la France avec pour capitale Vichy.

La fin de la troisième République.

Malgré la défaite, la France reste gouvernée par des Français. Le maréchal Pétain et ses partisans profitent de la défaite militaire pour détruire la troisième République.

Quand le 10 juillet 1940 Pétain devient chef de l'État français, il obtient les pleins pouvoirs du Parlement 509 voix sur 589 et installe sa capitale à Vichy. La France n'est plus alors ni une république, ni une démocratie, mais ressemble de plus en plus à un régime totalitaire.

L'appel du 18 juin 1940 marque les débuts de la Résistance.

Le général de Gaulle refuse la défaite, il lance le 18 juin 1940 un appel à la résistance depuis la Radio de Londres. À la tête de la France Libre, il continue le combat au côté des Anglais pour libérer la France envahie. En 1940, il n'est encore rejoint que par un petit nombre de Français qui constituent les Forces Françaises Libres.

le régime politique de la France entre 1940 et 1944, dirigé par le maréchal Pétain.

: dirigée par Charles de Gaulle, c'est l'armée qui veut libérer la France envahie pendant la Seconde

Guerre mondiale.

: l'organisation de résistance fondée à Londres par Charles de Gaulle après son appel du 18 juin 1940.

Ne pas confondre avec la « zone libre ».

La France qui collabore

« C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Führer. [...] Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. [...] J'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. [...] Cette politique est la mienne ». D'après le discours radiodiffusé du maréchal Pétain, 30 octobre 1940.



La rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire, le 24 octobre 1940.

Les travailleurs Français en Allemagne

Loi du 16 février 1943 portant institution du service du travail obligatoire ou STO.

Art. 1er. Pour tout Français ou ressortissant français du sexe masculin, âgé de plus de vingt ans et résidant en France, les obligations

(...) relatives à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre comportent notamment l'exécution d'un service du travail obligatoire.

Art. 2. La durée du service du travail obligatoire est fixée à deux ans (...).

Art. 5. Toute personne qui enfreint la présente loi ou les mesures prises pour son application est passible d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 200 à 1 000

francs.

Journal officiel du 17 février 1943

QU'Est-ce QUE LE REGIME TOTALITAIRE DE VICHY?

Le régime politique devient :

Autoritaire c'est à dire antidémocratique.

Sont supprimés les partis politiques, la liberté de la presse, le suffrage universel, les libertés individuelles et collectives.....

Collaborateur :la collaboration débute avec la rencontre entre Pétain et Hitler, en octobre 1940, à Montoire puis s'accroît avec Pierre Laval («premier ministre»).

Quelles sont les formes de collaboration ?

Création de la **Milice**, police française contre les Juifs et les Résistants.

Création de la **LVF, la légion des volontaires français** contre le bolchevisme, le communisme.

Pétain cède aux exigences de plus en plus grandes de l'ennemi.

Les dommages de guerre sont énormes, la France a la **charge des frais d'entretien de l'armée d'occupation, à raison de 400 millions de francs par jour soit 140 millions de francs soit 21 millions d'Euros environ**

La France est soumise **aux réquisitions industrielles** et agricoles ; elle est soumise **au pillage économique** au profit de l'Allemagne nazie.

Ponction de main d'oeuvre avec la "relève " puis **le STO**, le service du travail obligatoire (1943).

Le régime de Vichy est né de la défaite. Le maréchal Pétain demande l'armistice le 17 juin 1940 qui est signé le 22 juin 1940. La France est alors découpée en plusieurs zones.

Les pleins pouvoirs sont accordés à Pétain le 10 juillet 1940, ce qui met fin à la Troisième République et institue **"l'Etat Français "**. Le nouveau régime est marqué par l'établissement d'un pouvoir personnel, organisant un culte de la personnalité du maréchal.

La **"Révolution Nationale "** repose sur la devise **"Travail, Famille, Patrie »**.

Pétain fait le choix de la collaboration avec l'Allemagne nazie. Cette collaboration prend des formes diverses : économique avec le STO, politique avec la formation de la Milice, militaire avec la LVF.

Vichy va jusqu'à anticiper les mesures antisémites. Les autorités françaises ont organisé l'internement et la déportation de 76 000 juifs étrangers et français, sans oublier les enfants que Hitler ne demande pas (voir carte diapo suivante des camps d'internement en France). .

Les camps d'internement français et la déportation des Juifs



Le **2 juillet 1942**, un accord officiel est signé entre les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy, stipulant le nombre de Juifs à arrêter et à transférer en zone occupée.

-  Zone occupée
-  Zone rattachée ou annexée
-  Gouvernement de Vichy
-  Camp d'internement
-  Transfert d'internés vers l'Allemagne et la Pologne

le statut des Juifs français du 3 octobre 1940.

Article 1. Est regardé comme Juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive [...].

Article 2. L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats ci-après sont interdits aux Juifs : chef de l'État ; membres du gouvernement ; [...] fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police ; membres des corps enseignants ; officiers des armées.

Article 5. Les Juifs ne pourront, sans condition ni réserve, exercer l'une des professions suivantes : directeurs, rédacteurs de journaux ; [...] gérants de toutes entreprises se rapportant à la radio.

Fait à Vichy, le 3 octobre 1940..

Les travailleurs

Français en Allemagne

Les lois de Vichy

Loi du 16 février 1943 portant institution du service du travail obligatoire (extraits)

Art. 1er. Pour tout Français ou ressortissant français du sexe masculin, âgé de plus de vingt ans et résidant en France, les obligations (...) relatives à l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre comportent notamment l'exécution d'un service du travail obligatoire.

Art. 2. La durée du service du travail obligatoire est fixée à deux ans (...).

Art. 5. Toute personne qui enfreint la présente loi ou les mesures prises pour son application est passible d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 200 à 1 000 francs.

Journal officiel du 17 février 1943

une image de propagande du régime de Vichy



TROIS EXEMPLES DE POLITIQUES VICHYSTES

Un régime qui collabore avec l'Allemagne nazie.

Dès 1940, le maréchal Pétain s'engage volontairement dans une politique de **collaboration** : il s'agit de coopérer avec l'Allemagne nazie et de l'aider ainsi à gagner la guerre. À partir de 1943, un service du travail obligatoire (S.T.O.) envoie de force de jeunes français travailler en Allemagne. Le régime de Vichy étant ouvertement **antisémite**, il aide les nazis à persécuter et à déporter de nombreux Juifs présents en France. Une **Milice** fidèle au régime de Vichy aide l'armée allemande à traquer ceux qui résistent en France aux nazis.

L'entrée dans la Résistance :

Mon frère militait avec un groupe de copains. C'étaient les Jeunesses Communistes du quartier. Tout doucement, ils m'ont entraîné. Un jour, ils m'ont dit "Tiens, on va coller des affiches". Pour moi, c'était un jeu, j'ai dit "D'accord". Après ils m'ont proposé de faire un "lancer". On se plaçait à une sortie du métro, on jetait un paquet de tracts en l'air. Les tracts, c'étaient des bulletins d'information contre l'occupant, on parlait des F.T.P., de l'Armée Rouge. Pour affronter la police, en cas d'arrestation, on avait un marteau.

L'entrée dans les FTP :

Sur les tracts qu'on lançait il y avait toujours quelque chose sur les F.T.P. : ils avaient attaqué une mairie, une caserne... J'ai dit à Krasucki¹, "Je voudrais passer aux F.T.P.". Il m'a dit "On verra, on verra". Et c'est comme ça que ça s'est fait. Un jour, à un rendez-vous, il m'a dit : "Tu passes dans les F.T.P.". Voilà. J'avais 16 ans, j'étais content. Je pensais : jeter un paquet de tracts ou lancer une grenade² c'est pareil. Alors qu'en vérité, c'est pas pareil du tout.

La journée d'un "terroriste" :

On ne devait pas se connaître par nos vrais noms, en cas d'arrestation. On m'a demandé de choisir un pseudonyme. J'ai pensé à l'oiseau, Woody Woodpecker³, j'ai dit "Pivert". On ne devait pas aller au cinéma, pas entrer dans les cafés, pas prendre le métro, éviter tous les lieux où il y avait des contrôles. On n'avait le droit d'aller nulle part en somme. J'allais voir ma mère, j'avais pas le droit, mais j'y allais quand même, pour manger. Toute la journée j'avais faim. Je ne pensais qu'à ça.

L'équipe spéciale :

On a lancé une grenade sur des soldats allemands, le 27 mai 1943. L'action a réussi, mais j'ai été blessé. On m'a muté avec les combattants d'élite, c'étaient Rayman, Alfonso et Marcel.

Ma dernière action :

Le service de renseignement avait repéré un officier allemand. Manouchian a donné l'ordre de l'abattre. *[L'action réussit mais le jeune homme se voit adressé des reproches.]* Je me suis mis à pleurer. Je suis parti en courant. J'ai quitté la Résistance⁴. Je suis retourné chez ma mère. J'en avais marre. J'avais mal au ventre, ma blessure me tirait, j'avais du mal à courir et en plus de ça, on m'engueule : ça je l'ai pas digéré.

Un chef militaire des F.T.P. - M.O.I. affirme que tu as déserté :

Moi, je m'y suis engagé en volontaire et je suis parti volontairement. J'avais 16 ans et demi, la Résistance pour moi, c'était la liberté. J'ai découvert l'Affiche Rouge dans le métro, six mois plus tard, je pouvais plus respirer quand je l'ai vue, j'ai cru que j'allais étouffer...

Tu as des regrets ?

Non, aucun. Si ! Ne pas avoir tué davantage de nazis... Les nazis ont déporté⁵ et assassiné ma mère, mes deux sœurs, mon frère, ma grand-mère, ma tante, mon oncle, mon petit cousin qui avait 3 ans... Tu me comprends ?...

D'après le témoignage oral de Raymond Kojitsky dit "Pivert",

Revue d'histoire de la Shoah, N° 152 « France 1940-1945 : des Juifs en résistance »,

texte recueilli en 1994 par Mosco, disponible en 2012 sur la page web

http://www.memorialdelashoah.org/upload/medias/fr/A4_edi_list_temoign_brafman152.pdf

1. Henri Krasucki était le responsable des Jeunesses Communistes dans le quartier.

2. Une petite bombe, généralement lancée à la main.

3. Woody Woodpecker est un personnage de dessin animé.

4. C'est sans doute pour cette raison que Pivert n'a pas été arrêté en même temps que Manouchian et les résistants de son groupe.

5. Pivert était un immigré juif, le régime de Vichy lui avait retiré sa nationalité française.

LE PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE (CNR)

Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la RÉSISTANCE n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée.

Aussi les représentants (...) du C.N.R., délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste.

I - PLAN D'ACTION IMMÉDIATE

Les représentants (...) du C.N.R. proclament leur volonté de délivrer la patrie en collaborant étroitement aux opérations militaires que l'armée française et les armées alliées entreprendront sur le continent, mais aussi de hâter cette libération, d'abrèger les souffrances de notre peuple, de sauver l'avenir de la France en intensifiant sans cesse et par tous les moyens la lutte contre l'envahisseur et ses agents, commencée dès 1940 [...]

Des comités devront :

- 1) **Développer la lutte** contre la déportation et **aider les réfractaires** à se cacher, à se nourrir, à se vêtir et à se défendre, enlevant ainsi des forces à l'ennemi et augmentant le potentiel humain de la RÉSISTANCE ;
- 2) Traquer et punir les agents de la Gestapo et de la Milice ainsi que les mouchards et les traîtres [...]
- 3) **Mener la lutte** contre les réquisitions de produits agricoles, de matières premières et d'installations industrielles pour le compte de l'ennemi ; **saboter et paralyser** la production destinée à l'ennemi et ses transports par routes, par fer et par eau [...]

II - MESURES À APPLIQUER DÈS LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Les représentants (...) du C.N.R. proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la Libération :

1) Afin d'établir le **gouvernement provisoire de la République française (GPRF)** formé par le **Général de Gaulle** pour **défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle [...]**

2) Afin d'assurer :

- l'établissement de la **démocratie la plus large** en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du **suffrage universel** ;
- la **pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression** ;
- la **liberté de la presse**,
- la **liberté d'association, de réunion et de manifestation** ;
- l'**inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance**;
- le respect de la **personne humaine** ;
- l'**égalité absolue de tous les citoyens devant la loi** ;
- un plan complet de **sécurité sociale**, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail [...]

Le premier vote des femmes françaises, aux élections municipales d'avril 1945.



Le retour d'un gouvernement républicain, sous la direction de Charles de Gaulle.

Extrait de la proclamation du commissaire de la République Jacquier, après la libération d'Angers en août 1944.

PROCLAMATION

aux habitants de la Ville d'Angers
et du Département de Maine-et-Loire

Citoyens,

La Ville d'Angers est libérée, et, avec elle, plus de la moitié du département, plus de la moitié de la région.

La République est rétablie. Sa devise - Liberté, Egalité, Fraternité - est restaurée.

Le régime de Vichy est abattu. Les lois de Vichy sont abrogées. Les collaborateurs seront châtiés.

Au nom du gouvernement provisoire et de son chef, le général de Gaulle, j'assure, à dater d'aujourd'hui, en qualité de Commissaire de la République, l'administration de la région.

JE RETIENS

La Résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale

La Résistance lutte contre l'occupant.

À partir de 1940, de petits groupes de résistants veulent lutter contre l'armée allemande qui a envahi la France. Leur activité est clandestine : il peut s'agir de propagande, de renseignement, de sabotages ou d'attaques armées. Au cours de la guerre, la Résistance intérieure se renforce peu à peu, par exemple par l'organisation de réseaux ou de mouvements, par la création de maquis. La Résistance est très diverse, différentes tendances politiques s'y affirment.

Il existe la résistance militaire (armée : qui sabotent, renseigne...) et la résistance civile (non-armée et non-violente) qui informe et dénonce la propagande, cache les opposants, les persécutés...

La Résistance porte les valeurs de la République.

Les résistants refusent les idées du régime de Vichy qui collabore avec l'Allemagne nazie. En 1943, le résistant Jean Moulin réussit à unifier la Résistance intérieure sous l'autorité de Charles de Gaulle, le chef des Forces Françaises Libres (F.F.L.) qui luttent à l'extérieur de la France occupée. Il en résulte la création des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.). Un Conseil National de la Résistance (CNR) affirme alors la volonté de rétablir en France les libertés républicaines.

La contribution de la Résistance à la Libération de la France.

La France est libérée en 1944, après les débarquements des Alliés en Normandie et en Provence. La Résistance joue alors un rôle important, symbolisé par la libération de Paris en août 1944 : les F.F.I. lancent une insurrection à l'intérieur de la capitale, ils sont ensuite rejoints et soutenus par les soldats et les chars d'une armée française de libération. (la 2eme DB de Leclerc)

LEXIQUE :

- **Le renseignement** : l'espionnage.
- **Le sabotage** : une destruction ou un accident causé volontairement.
- **Un mouvement** (de Résistance) : un groupe de résistants qui diffuse les idées de la Résistance et mène aussi parfois des actions.
- **Un réseau** : Un groupe de résistants qui s'organise pour mener des actions clandestines de résistance dans la France occupée.
- **Un maquis** : un groupe de résistants armés agissant souvent dans des régions difficiles d'accès, en montagne ou en forêt.
- **La Résistance intérieure** : l'ensemble des groupes de résistants qui mènent des actions clandestines dans la France occupée.
- **Clandestin** : personne cachée, car illégale sur le territoire.
- **Les F.F.L.** : l'armée de la France Libre, dirigée depuis 1940 par le général de Gaulle.
- **Les F.F.I.** : le regroupement de l'ensemble des groupes armés de la Résistance intérieure.

L'HISTOIRE DES REPUBLIQUES FRANCAISES A TRAVERS LA BIOGRAPHIE DE LEON BLUM

Léon Blum, (1872 -1950), entre en politique en 1899 suite à l'affaire Dreyfus. Il s'inscrit à la **Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.)**. Il fonde avec Jean Jaurès, le journal l'Humanité qui défend des positions pacifistes. Pendant la Première Guerre mondiale, il est chef du Cabinet de Marcel Sembat, ministre des travaux publics du gouvernement d'**Union sacrée** (1914 -1916). Partisan d'un socialisme modéré, il choisit en **1920**, lors **du Congrès de Tours**, alors que **la SFIO se divise**, de rester avec la **minorité socialiste contre** la **majorité communiste qui forme un nouveau parti**.

Face à la crise des années 30, il arrive à unir la gauche, des radicaux aux communistes, au sein **du Front Populaire**.

En 1936, l'union de la gauche remporte les élections et Blum devient Président du Conseil.

Cette période est marquée par d'importantes réformes sociales qui ne permettront pas au gouvernement de résister aux divisions internes et à une droite française très hostile. En 1938, il renonce à poursuivre sa tâche.

La Deuxième Guerre mondiale lui vaudra d'être arrêté puis **déporté en Allemagne** par le **gouvernement de Vichy**. A la libération, il retrouvera des fonctions importantes, puisqu'il lui est confié la charge de négocier le réajustement de la dette française auprès des États-Unis. **C'est à lui, enfin, qu'est confié, jusqu'en janvier 1947, le gouvernement provisoire qui doit mener à terme la mise en place de la IVème République**. La maladie l'écarte de la scène politique. Il meurt en 1950.